



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Mercredi 26 Avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Présentation du texte de loi monétaire et bancaire devant la commission spécialisée



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Faid présente le texte de loi relatif aux règles de la comptabilité publique](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, mardi, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière qui comprend de nouvelles règles pour renforcer la transparence et préserver les deniers publics.



## [Conseil de la nation : Présentation des lois monétaire et bancaire et de la loi relative aux règles de la comptabilité publique](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présenté, hier, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, les textes de deux lois, en l'occurrence, les lois monétaire et bancaire pour renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers, notamment, le texte de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière qui comprend de nouvelles règles pour renforcer la transparence et préserver les deniers publics.

## Laaziz Faïd au Conseil de la nation :«Renforcer la gouvernance du système bancaire»



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, hier, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers. Faïd a indiqué que la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais «nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession».



### Projet de loi monétaire et bancaire

#### Laaziz Faïd devant les sénateurs

La philosophie des amendements tient à la volonté présidentielle d'adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique du pays.

Le projet de loi monétaire et bancaire, de loin, l'un des textes les plus stratégiques pour booster l'économie du pays poursuit son cheminement législatif.



## Règles de la comptabilité publique

### Le texte de loi soumis à la commission spécialisée

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, hier, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière qui comprend de nouvelles règles pour renforcer la transparence et préserver les deniers publics.



## L'Opaep ne veut pas d'un baril de pétrole sous 80 dollars

### Pari tenu

Le Brent de la mer du Nord qui leur sert de référence s'échangeait à 82, 28 dollars, hier, à 12h30.

La question d'un baril autour des 80 dollars représente un minimum syndical pour l'Organisation des pays arabes exportateurs (Opaep). Elle est centrale et fait l'unanimité au sein de cette puissante organisation internationale inter-gouvernementale qui représente 56,4% des ressources pétrolières disponibles de la planète, pour une production correspondant à 29,84% de la production mondiale, soit 21,629 millions de barils par jour.



## Loi monétaire et bancaire : Le texte examiné par les sénateurs

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, ce mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.



## Présentation du texte de loi monétaire et bancaire devant la commission spécialisée

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.



## Sénat: Faïd présente deux projets de loi devant la commission des finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, ce mardi, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le projet de loi relatif aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière, ainsi que le projet de loi monétaire et bancaire, a indiqué le Sénat, dans un communiqué.



## **LE MINISTRE DES FINANCES SUR LE PROJET DE LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE**

### **« La gouvernance et les prérogatives de la BA y sont renforcées »**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, hier devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

Lors d'une réunion présidée par le président de la commission, Noureddine Taj, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, Faïd a indiqué que la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais «nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession ».

## **LOI DE FINANCES 2023 : La nouvelle démarche mise en œuvre**

Conformément à l'article 72 de la loi organique relative aux Lois de finances, entrées en vigueur le 1er janvier 2023, il est prévu que le gouvernement présente, ces jours-ci, un «rapport portant sur l'évolution de la situation de l'économie nationale et sur l'orientation des finances publiques », comportant, est-il indiqué « une présentation des grandes orientations de sa politique économique et budgétaire, une évaluation, à moyen terme des ressources et des charges de l'État».



## **Texte de loi monétaire et bancaire présenté devant la commission spécialisée**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.



## **Conseil de la nation: Le ministre des Finances présente le texte de loi monétaire et bancaire devant la commission spécialisée**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, hier, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

## مجلس الأمة: وزير المالية يعرض نص القانون النقدي والمصرفي أمام اللجنة المختصة

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون النقدي و المصرفي الذي يأتي لتعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر، مجلس النقد والقرض، وكذا البنوك والمؤسسات المالية.



## عرض مشروع القانون النقدي والمصرفي وقانون المحاسبة العمومية أمام لجنة مجلس الأمة

### تعزيز حوكمة هيئات التنظيم والتسيير المالي

### \* تكييف البيئة البنكية مع الانتقال الاقتصادي والمالي

### \* تحديد مسؤوليات الفاعلين في الإنفاق العمومي والإيرادات

عرض وزير المالية لعزیز فايد، أمس، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، مشروع القانون النقدي والمصرفي، وقانون المحاسبة العمومية، حيث يهدف النصين إلى تعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر، مجلس النقد والقرض، وكذا البنوك والمؤسسات المالية، وكذا الحفاظ على المال العام.



## حوكمة النظام المصرفي واعتماد البنوك الرقمية... وزير المالية يعرض نص القانون بمجلس الأمة

عرض اليوم وزير المالية، لعزیز فايد، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة. نص القانون النقدي والمصرفي الذي يأتي لتعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر، مجلس النقد والقرض. والبنوك والمؤسسات المالية.

وقال الوزير ان القانون النقدي والمصرفي صار "ضرورياً بسبب تطور البيئة البنكية وسياق الاقتصاد الكلي. ما يطرح تحديات مهمة من حيث تحديد السياسة النقدية والتطور التكنولوجي ومراقبة المخاطر وتقنين المهنة."

## مجلس الأمة: وزير المالية يعرض نص القانون النقدي والمصرفي أمام اللجنة المختصة

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون النقدي و المصرفي الذي يأتي لتعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر، مجلس النقد والقرض، وكذا البنوك والمؤسسات المالية.



## اجتماع بجنوب إفريقيا مطلع جوان للفصل في الملفات المودعة

### 19 دولة تنتظر ردّ "بريكس" .. وهذه أوراق الجزائر الراجعة!

تنتظر 19 دولة ردّ مجموعة "بريكس" على طلبات الانضمام لهذا التكتل الاقتصادي والسياسي، الذي سيجتمع أعضاؤه للنظر في الملفات المودعة يومي 2 و3 جوان المقبل.

ويُجمع الخبراء على أن الجزائر والسعودية تظلان المرشّحين الأكبر للظفر بالموافقة على ولوج مجموعة "بريكس" ولو كأعضاء ملاحظين.



## Conseil de la nation

### Le texte de loi monétaire et bancaire devant la commission spécialisée

Le ministre des Finances, Laziz Faid a présenté, mardi, devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

Lors d'une réunion présidée par le président de la commission, Noureddine Taj, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faid a indiqué que la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais "nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession".

Ce texte de loi abrogeant l'Ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, s'inscrit dans le cadre des "réformes initiées par les Pouvoirs publics et de la restructuration du secteur bancaire et financier en Algérie,

afin de l'adapter aux développements survenus dans le système économique mondial et mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée".

Cette "profonde révision" tend, ajoute le ministre, à renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en conférant au CMC de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'écosystème bancaire, en élargissant ses prérogatives en matière d'agrément des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des courtiers indépendants, en autorisant l'ouverture de bureaux de change et en renforçant le rôle de la Commission bancaire en tant qu'autorité de supervision.

Cette commission est, selon les précisions du ministre, la seule autorité de contrôle habilitée à statuer sur les violations des dispositions de la présente loi et de ses clauses, en ce qui concerne l'exposition aux risques, notamment le risque de crédit et les actes de gestion qui en résultent.

Il s'agit également de renforcer les missions organisationnelles et de contrôle des institutions et de se conformer aux pratiques des banques centrales et des institutions de con-

trôle au niveau international.

La mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité monétaire et bancaire, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à introduire des réformes majeures dans la gouvernance financière en Algérie, vient adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît l'Algérie et répondre aux nouveaux défis posés, a rappelé M. Faid.

Dans ce cadre, le ministre a passé en revue les différentes étapes d'élaboration des lois régissant l'activité bancaire en Algérie, qui ont connu plusieurs modifications depuis le début des années 1990 en vue d'être au diapason des mutations économiques et financières dans le pays.

La loi N 86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit a contribué à établir les règles pour l'encadrement de l'activité bancaire, notamment en ce qui a trait au crédit, pour être ensuite abrogée par la loi N90-10 du 14 avril 1990 qui a consacré l'autonomie de la Banque d'Algérie et l'introduction de réglementations bancaires conformes aux règles de l'économie du marché.

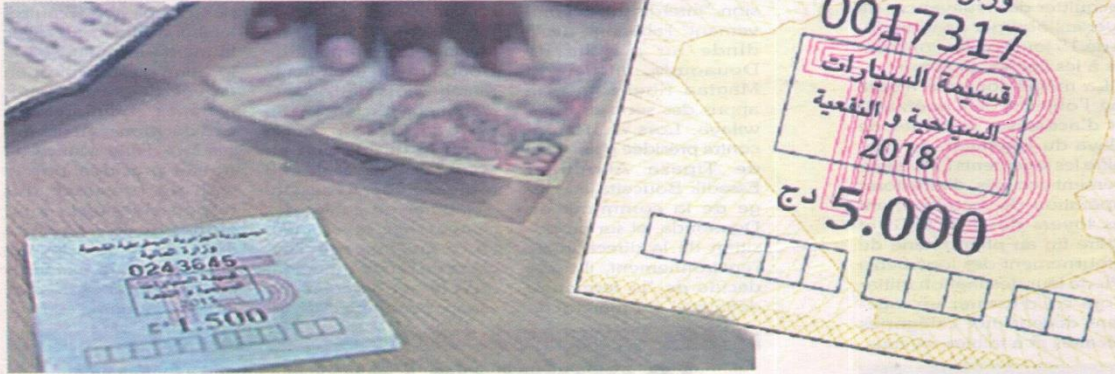
Par la suite, la loi N90-10 a été mise à jour en vertu de l'Ordonnance N11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, afin de renforcer les conditions de contrôle des banques et des institutions financières, et de mettre en place des mécanismes de surveillance, d'information et d'alerte plus précis. Les dispositions de la présente loi favoriseront la relance économique à travers le renforcement de l'inclusion financière, la diversification des sources de financement de l'économie et le développement du marché financier, a souligné le ministre des Finances.

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté à l'unanimité le projet de loi sur la monnaie et le crédit, avec l'introduction de plus de 30 amendements, portant principalement sur le renforcement de la finance islamique et la prolongation de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie et des vice-gouverneurs pour parvenir à la stabilité de la Banque d'Algérie.

Il a été également proposé l'introduction d'un nouvel article 13 bis qui prévoit la prestation de serment par le gouverneur de la Banque d'Algérie et ses vice-gouverneurs.

MAGHNAIA

## La vignette automobile fait toujours courir



Cheikh Guetbi

S'acquitter de la vignette automobile est devenu un véritable calvaire en particulier pour ceux qui cherchent à se procurer les vignettes de 500 et 1500 DA qui connaissent une forte demande à cause de la composition du parc automobile. Les postes et les recettes des contributions diverses, où les vignettes doivent être théoriquement disponibles, sont souvent en rupture de stock pour certaines catégories de cette « précieuse » quittance fiscale, révèlent des automobilistes, dans l'incertitude quant à leur capacité à renouveler leur vignette à temps. « Pourquoi, à l'ère du numérique, une procédure simplifiée pour payer à distance et imprimer chez

soi la vignette, comme cela se passe sous d'autres cieux, n'a pas été mise en place ? » se demande cet automobiliste qui déclare avoir fait toutes les recettes et les bureaux de poste de la daïra de Maghnia et ceux du chef-lieu de wilaya à la recherche d'une vignette à 1.500 DA, vainement. Devant cette indisponibilité, il craint de ne pas pouvoir s'en procurer durant ces derniers jours qui restent après la prolongation du délai d'acquiescement de cette vignette, ce qui entraînerait des pénalités de retard et éventuellement des amendes. « Le comble c'est qu'au niveau des recettes, on a refusé de me délivrer une vignette de 2.000 DA à la place de celle indisponible à 1.500 DA » s'indigne notre interlocuteur. Et d'ajouter : « quand on sait que, selon le ministre des

postes et des télécommunications, le nombre d'utilisateurs de la carte 'Edahabia' dépasse les 14 millions et que par ailleurs le parc automobile national n'est que de 6,5 millions de véhicules, la solution numérique pour l'acquiescement de la vignette automobile est tout indiquée pour mettre, définitivement, un terme à ce récurrent problème ».

La mise en place d'un tel système numérique serait un investissement à court terme à même de régler grâce à l'acquisition de cette vignette à distance.

En cette matinée de mardi, au niveau des recettes des impôts de Maghnia, la vignette à 500 DA était enfin disponible mais point celle à 1500 DA et ce 6 jours seulement de la fin de la prolongation des délais.

ADOPTÉ PAR LES DÉPUTÉS DE L'APN

## La loi monétaire et bancaire présentée au Conseil de la nation

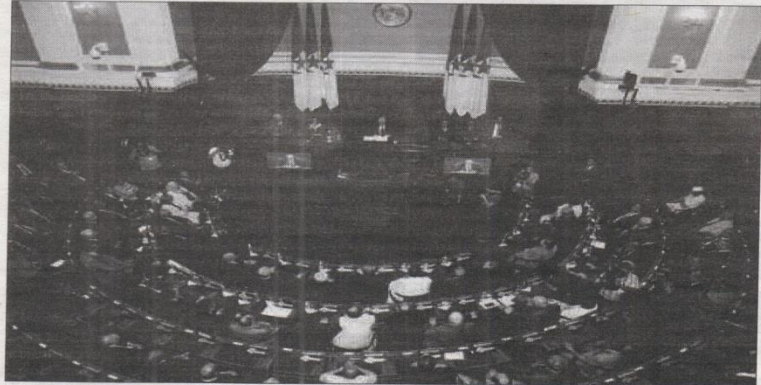
*Le ministre des Finances, Laziz Faïd a présenté hier devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie, du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.*

PAR LAKHDARI BRAHIM

**L**ors d'une réunion présidée par le président de la commission, Nouredine Taj, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a indiqué que "la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession."

Ce texte de loi abrogeant l'Ordonnance n°03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, s'inscrit dans le cadre des "réformes initiées par les Pouvoirs publics et de la restructuration du secteur bancaire et financier en Algérie, afin de l'adapter aux développements survenus dans le système économique mondial et mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée."

Cette profonde révision tend, ajoute le ministre, à "renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en conférant au CMC de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'écosystème bancaire, en élargissant ses prérogatives en matière d'agrément des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des courtiers indépendants, en autorisant l'ouverture de bureaux de change et en renforçant le rôle de la Commission ban-



caire en tant qu'autorité de supervision." Cette commission est, selon les précisions du ministre, la seule autorité de contrôle habilitée à statuer sur les violations des dispositions de la présente loi et de ses clauses, en ce qui concerne l'exposition aux risques, notamment le risque de crédit et les actes de gestion qui en résultent.

Il s'agit également de renforcer les missions organisationnelles et de contrôle des institutions et de se conformer aux pratiques des banques centrales et des institutions de contrôle au niveau international. "La mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité monétaire et bancaire, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à introduire des réformes majeures dans la gouvernance financière en Algérie, vient adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît l'Algérie et répondre aux nouveaux défis posés", a rappelé M. Faïd. Dans ce cadre, le ministre a passé en revue les différentes étapes d'élaboration des lois régissant l'activité bancaire en Algérie, qui ont connu plusieurs modifications depuis le début des années 1990 en vue d'être au diapason des mutations économiques et financières dans le pays. La loi n°86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit a contribué à établir les règles pour l'encadrement de l'activité bancaire, notamment en ce qui a trait au crédit, pour être ensuite abro-

gée par la loi n°90-10 du 14 avril 1990 qui a consacré l'autonomie de la Banque d'Algérie et l'introduction de réglementations bancaires conformes aux règles de l'économie de marché.

Par la suite, la loi n°90-10 a été mise à jour en vertu de l'Ordonnance N11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, afin de renforcer les conditions de contrôle des banques et des institutions financières, et de mettre en place des mécanismes de surveillance, d'information et d'alerte plus précis.

"Les dispositions de la présente loi favoriseront la relance économique à travers le renforcement de l'inclusion financière, la diversification des sources de financement de l'économie et le développement du marché financier", a souligné le ministre des Finances.

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté à l'unanimité le projet de loi sur la monnaie et le crédit, avec l'introduction de plus de 30 amendements, portant principalement sur le renforcement de la finance islamique et la prolongation de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie et des vice-gouverneurs pour parvenir à la stabilité de la Banque d'Algérie.

Il a été également proposé l'introduction d'un nouvel article 13 bis qui prévoit la prestation de serment par le gouverneur de la Banque d'Algérie et ses vice-gouverneurs.

L. B.

## وزير المالية يعرض جديد مشاريع قوانين قطاعه أمام اللجنة البرلمانية الانتقال من محاسبة الصندوق إلى محاسبة الاستحقاق

• الإصلاحات تسمح بالانفتاح على الفاعلين الجدد • تصحيح درجة المسؤولية المالية للمحاسب العمومي  
• التعديلات تسمح بتقييم الوضع المالي الحقيقي للدولة تمهيدا للمساءلة

استعرض وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، خلال جلسة استماع بلجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة برئاسة نور الدين تاج، ما وصفه بـ"قواعد جديدة لتعزيز الشفافية والحفاظ على المال العام" و"تكييف النظام المصرفي مع البيئة والتحديات" في مشروع القانون التقدي والمصرفي والمحاسبة العمومية والتسيير المالي.

م. ف. عثمانی

البيئة المصرفية، إلى جانب توسيع صلاحياته في مجال اعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع.

ويستمد القانون قيمته القانونية من مسمى الإصلاحات التي تعرفها منظومتنا المالية والاقتصادية طوال السنوات الثلاث الماضية، المباشرة من قبل رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، مشيرا إلى أن ذلك يهدف تكييف النظام القانوني والتنظيمي استجابة للتحولات الاقتصادية والمالية والتحديات التقنية والتكنولوجية والسماح بالانفتاح على الفاعلين الجدد.

ومن الآليات التي جاء بها القانون لتجسيد تلك الإصلاحات والاستقلالية إعادة نظام العهدة بالنسبة لمحافظ بنك الجزائر ونوابه، الذي سيسمح بإضفاء استقلالية أكبر في أداء مهامه، إلى جانب إدخال أدوات جديدة للسياسات النقدية مع إمكانية تكييفها مع العمليات البنكية، لاسيما الصيرفة الإسلامية والتمويل الأخضر.

ويأخذ القانون بعين الاعتبار، يتابع المسؤول، انعكاسات التطور التكنولوجي على القطاع المصرفي، خاصة فيما يتعلق بإدخال العملة الرقمية للبنك التي يحرص على تطويرها بنك الجزائر المكلف بإصدارها وتسييرها ومراقبتها وتسمى الدينار الرقمي الجزائري الذي يشكل دعما للشكل المادي للعملة النقدية وإضفاء الطابع الأمامي للتبادلات بين المؤسسات المالية بمختلف أنواعها.

ونص القانون أيضا وفق المصدر نفسه على إنشاء بنوك رقمية وهيئات تدعى مقدمة خدمات الدفع، تأسس على شكل شركات أسهم أو شركات ذات مسؤولية محدودة، كما يسمح بمواءمة بعض الأحكام المنصوص عليها في قوانين المالية كإلغاء القاعدة 49/51 والسهم النوعي وحق تمثيل الدولة في البنوك ذات رأس المال الخاص وكذلك حق الشفعة.



عن طريق تقصي الأثر في تعبئة واستخدام الأموال العمومية. كما عمد النص إلى تصحيح درجة المسؤولية المالية للمحاسب العمومي، إذ يعد المحاسبون العموميون ومفوضوهم والأعوان الموضوعين تحت سلطتهم "مسؤولين شخصيا وماليا" عن العجز الحاصل في الصندوق، حسب الوزير. وأشار الوزير كذلك إلى أنه تم إدخال مبدأ المصادقة على حسابات الدولة من طرف مجلس المحاسبة، حيث تهيئ مخرجات المحاسبة العمومية، لاسيما المحاسبة العامة والتي تعد القوائم المالية الخمس أهم مخرجاتها، الظروف الملائمة للرقابة البعدية التي يقوم بها مجلس المحاسبة.

وأكد فايد أن إصلاح المحاسبة العمومية يعد من العوامل الأساسية لتحسين نوعية المعلومة الموجهة للبرلمانيين والمواطنين والكفيلة بتقييم الوضع المالي الحقيقي للدولة وتقدير السياسات العامة تمهيدا للمساءلة والعمل على التوجيه الأمثل لاتخاذ القرار.

**بتوك وعملة رقميتان في القانون التقدي والمصرفي**  
والمراجعة الجديدة وفق المسؤول البرلماني تهدف إلى تعزيز حوكمة النظام المصرفي ومراقبة التحولات التي تشهدها

العموميين على أساس مخطط محاسبي مستوحى من المعايير المحاسبية الدولية للقطاع العمومي، وهو ما يسمح لهذه المحاسبة بإعطاء نظرة شاملة عن الذمة المالية للدولة وكذا حول ديونها ومستحققاتها.

أما النوع الثالث من المحاسبة فيتمثل في محاسبة تحليل التكاليف التي تعتمد على مخرجات المحاسبة العامة وتهدف إلى تحليل وقياس تكلفة الأنشطة الملترزم بها ضمن البرامج، بغية تقييم نجاعتها.

وأشار الوزير إلى أن هذه المحاسبة، التي تمسك من طرف الأمرين بالمصرف، تمكن المسيرين من مراقبة وتسيير البرامج كما تساعد نواب البرلمان على معرفة تطور تكاليف الأنشطة والبرامج.

ومن الإصلاحات الأخرى التي جاء بها النص، يقول فايد، نصت المادة 96 منه على أن يقدم الحساب العام للدولة مجمل المعلومات التي تعكس صورة صادقة عن الممتلكات والوضعية المالية للدولة ويتضمن الميزان العام للحسابات والقوائم المالية. وأفاد وزير المالية بأن النص تضمن تفاصيل حول تحديد مسؤوليات كل الفاعلين في دائرة الإنفاق العمومي والإيرادات، من بدايتها حتى تنفيذها النهائي، قصد إضفاء المزيد من الشفافية

• ذكر رئيس اللجنة أنه "أول مرة تخضع النصوص إلى تعديل وتكييف شامل مع التحديات والرهانات التي تخوضها الجزائر على كل الأصعدة كالانضمام إلى مجموعة "بريكس"، بينما عرفت في وقت سابق تعديلات تقنية محدودة لم ترق إلى التطلعات المعمول عليها".

بدوره، أفاد فايد خلال كلمته بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، بأن "الحكومة تتوجه لمواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية ومواصلة مساعي وزارة المالية لتنفيذ المخطط الشامل لإصلاح المالية العمومية"، باعتبارها من جهة "الأداة الأساسية لتقييم أداء الإدارة وحماية المال العام من كل أشكال الهدر والاختلاسات" ومن جهة أخرى أداة من أدوات السياسة المالية للدولة والمصدر الرئيسي لتوفير البيانات اللازمة للتخطيط ودعم التنمية".

وتضمنت أحكام مشروع هذا القانون مجموعة من المستجدات، وفق فايد، هيكل محاسبيا جديدا ثلاثي الأبعاد، إذ يتمثل النوع الأول في المحاسبة الميزانية التي تقسم بدورها إلى محاسبة الالتزامات، حيث يتم تسجيل النفقات الميزانية بعنوان السنة التي تم الالتزام بها ومحاسبة الصندوق، حيث يتم تسجيل الإيرادات والنفقات بعنوان نفس السنة المالية لتحصيلها أو دفعها من قبل المحاسبين العموميين. وأضاف الوزير أن النوع الثاني يتمثل في المحاسبة العامة التي تعد الإصلاح الجوهري للمحاسبة العمومية وتسجل مجمل الحركات التي تؤثر على الممتلكات والوضعية المالية والنتيجة.

كما أوضح أن المحاسبة العامة قائمة على أساس الاستحقاق وتمسك من قبل المحاسبين.

## قرار وزاري رسم قائمة البضائع الخاضعة لرخصة التنقل في النطاق الجمركي حرب على عصابات التهريب

- 83 فئة من الحيوانات والبضائع والمواد الغذائية والمعادن معنية بالقرار
- معادن النحاس والحديد والألمنيوم والزنك ونفاياتها غير مسموحة بالإعفاء من الرخصة لتقويض مافيا التهريب



(القمح والشعير والفريفة والسميد) ومختلف المشتقات، منها العجائن، فإن هذه المواد أيضا وضعت في خانة الخاضعة لرخصة التنقل وغير المسموح بإعفاءها في القائمة الأطار. في صورة حرص مستمر على تقويض عصابات نهب مختلف النفايات والمعادن، حيث تتعرض مؤسسات سونلغاز واتصالات الجزائر لخسائر كبيرة في شبكات النحاس والألمنيوم في خطوط الكهرباء والهاتف والإنترنت بما فيها نفايات وخردة الحديد والزنك ونفايات معدنية أخرى تستغلها بعض الوحدات كالمطابخ القديمة لصناعة سبائك يتم تهريبها لتصدر بأسماء شركات أجنبية أخرى إلى أوروبا والتي أصبحت بموجب هذا القرار مواد خاضعة لرخصة التنقل في النطاق الجمركي ولا يمكن الإعفاء منها.

وينتظر أن يكون القرار بموجب المواد المتضمنة في القائمة الأطار محل نقطة وحذر من طرف أصحاب المركبات النفعية الثقيلة والخفيفة لتطبيق القانون، من خلال الانتباه لنوعية البضائع والمواد والسلوالم ومختلف أصناف الحيوانات التي تخضع لإجبارية إتمام إجراءات رخصة التنقل مسبقا والتي تحدد مسار النقل، انطلاقا من المصدر إلى نقطة الوصول، لتجنب الوقوع تحت طائلة تطبيق القانون واعتبارهم في خانة محترفي التهريب والإضرار بالاقتصاد الوطني.

وتضمن القرار في القائمة الأطار إخضاع التحف الأثرية التي يتجاوز عمرها 100 سنة لرخصة التنقل في النطاق الجمركي، مع عدم الإعفاء منها، بغرض محاصرة عصابات الاتجار في آثار الحضارات القديمة ونهب المواقع الأثرية التي تبقى هدفا للعصابات العالمية التي تكثف من الاعتداء على تراث الدولة على مدار تعاقب الحضارات القديمة والحديثة.

ق - و

تضمن العدد رقم 24 من الجريدة الرسمية بتاريخ التاسع أفريل الجاري قرارا وقعه وزير المالية السابق إبراهيم جمال كسالي، يحدد القائمة الأطار للبضائع الخاضعة لرخصة التنقل وتلك التي لا يمكن أن تكون محل إعفاء منها والكميات المسموح بها لبعض البضائع الخاضعة لهذه الرخصة في المنطقة البرية من النطاق الجمركي في مختلف الجهات الحدودية بنحو 35 كلم.

ينص القرار في المادة الثانية منه على القائمة الأطار التي تخضع البضائع التي تخضع لرخصة التنقل والبضائع التي لا يمكن أن تكون محل إعفاء منها والكميات المحددة والمسموح بها لبعض البضائع التي تخضع لرخصة التنقل، على أن يكون سريان مفعول القرار في التطبيق 3 أشهر من تاريخ نشر القرار الوزاري في الجريدة الرسمية.

وتهدف الحكومة من خلال هذا القرار إلى تدعيم قوانين حماية الاقتصاد الوطني لاسيما المدعمة منها في مختلف القطاعات، في شعب مواد البناء والفلاحة والصناعة، وتقويض مافيا التهريب على مختلف الجهات الحدودية البرية شرقا وجنوبا وغربا، بداية بالحيوانات كالخيول والأبقار والأغنام والماعز والدواجن وغيرها والحليب والزيوت الغذائية والتمور والبقسول كالحمص والمعدس والفاصولياء والمياه المعدنية والمصائر والمياه الغازية ومختلف المواد والمعدات والتجهيزات ضمن 83 عنوانا في فئات مختلفة تتضمن عددا من البضائع التي تعرف اختلالا في السعر بدول الجوار، التي يستغل فيها فارق الربح من طرف عصابات التهريب والمضاربة، وكذا المعجلات المطاطية الجديدة وغيرها، حيث تجدد هذه العصابات قائمة مواهبها المستهدفة كلما كان هامش الربح مغريا بين المناطق الحدودية التي تشهد نشاطات مكثفة للمهربين في مقايضة الحبوب

## وفقا لإدارة معلومات الطاقة الأمريكية هذا ما تستورده أمريكا من المحروقات الجزائرية

. صادرات الجزائر تجاوزت 21 مليون برميل في 2022 .

. مجموع الإمدادات الجزائرية من المحروقات بلغ 1.270 مليون برميل في جانفي 2023 .

تجاوز حجم الصادرات الجزائرية من المواد الطاقوية إلى السوق الأمريكية برسم عام 2022، وفقا لتقديرات إدارة معلومات الطاقة الأمريكية، 21 مليون برميل، مقابل نحو 14 مليون برميل في سنة 2021، محققا بذلك نسبة نمو معتبرة ما بين 2021 و2022. وتقوم الجزائر بالتصدير باتجاه الولايات المتحدة بصورة منتظمة، لاسيما مواد بترولية ومشتقات نפט.

2018 نحو 176 ألف برميل يوميا. بينما كان أعلى مستوى مسجل في 2017 ببلوغها 189 ألف برميل يوميا، مقابل 182 ألف برميل يوميا في 2016. واستنادا إلى تقديرات الهيئة الأمريكية، فإن الجزائر تصدر أيضا ما يعرف بالزيوت غير المكتملة أو مشتقات النفط للسوق الأمريكي، وتشمل مواد النافطما والزيوت الخفيفة والكيروزان، حيث قدرت في سنة 2022 بحوالي 37 ألف برميل يوميا. مقابل في 2021 نحو 15 ألف برميل يوميا من مجموع واردات بلغت 54 ألف من دول منظمة أوبك، مع تسجيل أقل سنة في 2016 بنحو 122 ألف وفي 2017 بحوالي 120 ألف.

وأضادت الهيئة الأمريكية أن مجموع الإمدادات الجزائرية من المحروقات للسوق الأمريكية بلغ نحو 270. مليون برميل في شهر جانفي 2023، مقابل 1.220 مليون برميل في شهر ديسمبر 2021، و931 ألف برميل في شهر نوفمبر، و213.1 مليون برميل في أكتوبر، و653 ألف برميل في سبتمبر، و826 ألف برميل في أوت، و777 ألف برميل في جويلية، ومثلت المشتقات جل الإمدادات منها الفيوول والنافطما.

ح. ص

حجم إمدادات الجزائر من مختلف المواد الطاقوية للسوق الأمريكي "مليون برميل"

السنة	الحجم "مليون برميل"
جانفي 2023	1.270
2022	21.538
2021	14.425
2020	5.507
2019	28.500
2018	64.422
2017	68.867
2016	66.544
2015	39.478
2014	40.193
2013	42.014
2012	88.487
2011	130.723
2010	186.019
2009	180.018



المتحدة من دول "أوبك" 796 ألف برميل يوميا، منها 548 ألف برميل يوميا من دول الخليج من مجموع واردات أمريكية من النفط الخام التي بلغت 6.110 مليون برميل يوميا.

وقد قدرت الحصص الجزائرية من إمدادات النفط للسوق الأمريكي نحو 1.63 في المائة من إجمالي إمدادات دول منظمة أوبك، و0.25 بالمائة من مجموع واردات الولايات المتحدة من النفط الخام. وكانت الجزائر قد صدرت نحو 18 ألف برميل يوميا في 2021، و7 آلاف برميل يوميا من النفط في 2020، و19 ألف برميل يوميا في 2019. وكان أفضل مستوى لصادرات النفط الجزائري للولايات المتحدة في 2018: حيث بلغ 79 ألف برميل يوميا مقابل 66 ألف برميل يوميا في 2017، و51 ألف برميل يوميا في 2016.

في السياق نفسه، بلغ مجموع صادرات الجزائر من المواد الطاقوية من نפט ومواد مشتقة 59 ألف برميل يوميا في 2022، مقابل نحو 40 ألف برميل يوميا في 2021، مقابل 15 ألف في 2020، و78 ألف في 2019، وسجلت في

### حقيظ صوالي

● استنادا إلى تقديرات الهيئة الأمريكية، فإن الولايات المتحدة استوردت برسم عام 2022 ما يعادل 16 ألف برميل يوميا من النفط الخام من الجزائر، أو 5.838 مليون برميل، مقابل 18 ألف برميل يوميا، و6.549 مليون برميل في 2021. وحسب تقدير الهيئة الأمريكية، فإن مجموع إمدادات الجزائر من مختلف المواد الطاقوية بلغت السنة الماضية 2022 نحو 21.538 مليون برميل، مقابل حوالي 14.425 مليون برميل في 2021، و5.507 مليون برميل في 2020، و28.500 مليون برميل في 2019، و64.422 مليون برميل في 2018.

ويبلغ مجموع واردات الولايات المتحدة من النفط الخام من دول منظمة أوبك، ما مقداره 979 ألف برميل يوميا، جلهما تقريبا من دول الخليج التي بلغت إمداداتها للسوق الأمريكي نحو 740 ألف برميل يوميا، من إجمالي واردات أمريكية من النفط الخام التي بلغت العام المنتصرم 6.278 مليون برميل يوميا، بينما قدرت في سنة 2021 مجموع واردات الولايات

## عرض نص القانون التقدي أمام اللجنة المختصة .. فايد، مواكبة المستجدات والاستجابة لمقتضيات الإصلاح الاقتصادي

بالإصلاحات الكبرى للحكومة المالية في الجزائر، يهدف إلى مواكبة تطوير البيئة البنكية مع الانتقال الاقتصادي والمالي والتكنولوجي الذي تمره الجزائر، واستجابة للتحديات الجديدة المطروحة. وفي هذا السياق، عاد الوزير لمختلف مراحل تطور القوانين المسيرة للنشاط البنكي في الجزائر، والتي عرفت عدة تعديلات منذ بداية التسعينات من أجل الاستجابة للتحولات الاقتصادية والمالية للبلاد.

### .. ويعرض نص قانون المحاسبة العمومية أمام اللجنة المختصة

كما عرض وزير المالية، لمعز فايد، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، والذي يتضمن قواعد جديدة لتميز الشفافية والحفاظ على المال العام. وخلال الاجتماع الذي جرى برئاسة نور الدين تاج رئيس اللجنة وحضور وزيرة الملاحظات مع البرلمان، بسمة عزوار، أكد الوزير أن نص هذا القانون يندرج "في إطار توجيهات الحكومة الجزائرية الرامية إلى مواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية، ومواصلة مساعي وزارة المالية لتنفيذ المخطط الشامل لإصلاح المالية العمومية". كما أبرز فايد المكانة التي تحتلها المحاسبة العمومية باعتبارها من جهة "الأداة الأساسية لتقييم أداء الإدارة وحماية المال العام من كل أشكال الهدر والإختلاسات"، ومن جهة أخرى، "أداة من أدوات السياسة المالية للدولة والمصدر الرئيسي لتوفير البيانات اللازمة للتخطيط ودعم التنمية". ويكرس هذا النص - وفق توضيحات الوزير - الانتقال من محاسبة الصندوق إلى محاسبة على أساس الاستحقاق، وفق نظام محاسبي يهدف إلى تنظيم المعلومة المالية، وتقديمها بالشكل الذي يتماشى ومتطلبات المعايير المحاسبية الدولية في القطاع العام. وأضاف أن هذه الإصلاحات جاءت "لمعالجة النقائص المسجلة في النظام الحالي التي كشفت عن نقص كفاءة وفعالية الأنظمة الموازناتية والمحاسبية الحالية للدولة وكذلك إطارها القانوني"، وكذا مواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية.

عرض وزير المالية لمعز فايد، أمس، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون التقدي والمصري الذي يأتي لتعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر، مجلس النقد والقرض، وكذا البنوك والمؤسسات المالية. خلال الاجتماع الذي حضرته وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، وترأسه رئيس اللجنة، نور الدين تاج، أوضح السيد فايد أن قرار المراجعة العميقة لنص القانون التقدي والمصري صار "ضروريا بسبب تطور البيئة البنكية وسباق الاقتصاد الكلي، ما يطرح تحديات مهمة من حيث تحديد السياسة النقدية والتطور التكنولوجي ومراقبة المخاطر وتقنين المهنة".

كما يدخل النص الذي يلغى الأمر 03-11 المؤرخ في 26 أوت 2003، المتعلق بالنقد والقرض، المعدل والمتمم، في إطار "الإصلاحات التي باشرتها السلطات العمومية وإعادة هيكلة القطاع المصرفي والمالي في الجزائر بما يتماشى والمنظومة الاقتصادية العالمية لمواكبة المستجدات والاستجابة لمقتضيات الإصلاح الاقتصادي المنشود".

وتهدف هذه "المراجعة العميقة"، يضيف الوزير، إلى تعزيز حوكمة النظام المصرفي وعلى رأسه بنك الجزائر، وتحسين شفافيته، مع منح مجلس النقد والقرض صلاحيات جديدة تمكنه من مرافقة التحولات التي تشهدها البيئة المصرفية، إلى جانب توسيع صلاحياته في مجال اعتماد البنوك الاستثمارية، والبنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع، والوسطاء المستقلين، والترخيص بفتح مكاتب الصرف، فضلا عن تعزيز حوكمة ودور اللجنة المصرفية كسلطة إشراف.

وتعد هذه اللجنة - وفق توضيحات الوزير - السلطة الوحيدة المخولة للبت في مخالفات أحكام هذا النص ولوائحه، المتعلقة بالتمرض للمخاطر لاسيما خطر القرض، وكذا أعمال التسيير المترتبة. ويتعلق الأمر كذلك بتعزيز المؤسسات في مهامها التنظيمية والرقابية فحسب، وستمكن أيضا من التماشي مع ممارسات البنوك المركزية والمؤسسات الرقابية على المستوى الدولي.

وذكر فايد أن وضع إطار قانوني جديد يحكم النشاط النقدي والمصري، والذي يندرج ضمن الالتزامات 54 لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، فيما يتعلق

# الاقتصادية الأولى

من خلال تعزيز الشمول المالي وتنويع مصادر تمويل الاقتصاد

## قانون النقد والصرف سيعزز الانتعاش الاقتصادي للجزائر



تعزيز حوكمة النظام المصرفي وتحسين شفافيته

في مهامها التنظيمية والرقابية فحسب ويمكن أيضا من التماشي مع ممارسات البنوك المركزية والمؤسسات الرقابية على المستوى الدولي، مؤكدا ان وضع إطار قانوني جديد يحكم النشاط النقدي والمصرفي الاقتصادي وتنمية السوق المالية يؤكد وزير المالية.

وكان نواب المجلس الشعبي الوطني قد صادقوا قبل نحو أسبوعين بالإجماع على نص القانون النقدي والمصرفي مع إدراج نحو 30 تعديلا تعلقها أسسها بتعزيز الصيرفة الإسلامية ورفع مدة عهدة محافظ بنك الجزائر ونوابه تحقيقا لاستقرار بنك الجزائر، كما أدرج النواب حينها سادة جديدة تنص على أداء البين من طرف محافظ بنك الجزائر ونوابه.

أكد وزير المالية لعزیز فايد أن أحكام نص القانون النقدي والمصرفي ستسمح بتسيخ عملية الانتعاش الاقتصادي من خلال تعزيز الشمول المالي وتنويع مصادر تمويل الاقتصاد وتنمية السوق المالية، مشيرا خلال عرضه لمشروع القانون أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، إلى أنه يأتي لتعزيز حوكمة وصلاحيات كل من بنك الجزائر مجلس النقد والقروض وكذا البنوك والمؤسسات المالية.

والمتم في إطار الإصلاحات التي باشرتها السلطات العمومية وإعادة هيكلة القطاع المصرفي والمالي في الجزائر بما يتماشى والمنظومة الاقتصادية العالمية لمواكبة المستجدات والاستجابة لمتطلبات الإصلاح الاقتصادي المنشود. وأكد الوزير أن هذه المراجعة العميقة تهدف إلى تعزيز حوكمة النظام المصرفي وعلى رأسه بنك الجزائر وتحسين شفافيته مع منح مجلس النقد والقروض صلاحيات جديدة تمكنه من مراقبة التحولات التي تشهدها البيئة المصرفية إلى جانب توسيع صلاحياته في مجال اعتماد البنوك الاستثمارية والبنوك الزمنية وتمني خدمات الدفع والوساطة المستقلين والترخيص بفتح مكتب الصرف، فضلا عن تعزيز حوكمة ودور اللجنة المصرفية كسلطة إشراف والتي تمتد السلطة الوحيدة المخولة للبت في مخالقات أحكام هذا النص ولوائحه المتعلقة بالعرض للمخاطر الإنسي ما خطر القرض وكذا أسهل التسيير المتوترة. ويتعلق الأمر كذلك بتعزيز المؤسسات

محمد سن

وخلال الاجتماع ذاته، أوضح فايد أن قرار المراجعة العميقة لنص القانون النقدي والمصرفي صار ضروريا بسبب تطور البيئة البنكية وسباق الاقتصاد الكلي ما يطرح تحديات مهمة من حيث تحديد السياسة النقدية والتطور التكنولوجي ومراقبة المخاطر وتقييم المهنة، كما يدخل النص الذي بلغى الأمر 03-11 المؤرخ في 26 أوت 2003 المتعلق بالنقد والقروض المعدل



# الاقتصادية الأولى

فايد يعرض نص قانون المحاسبة العمومية بمجلس الأمة ويؤكد

## قواعد جديدة لتعزيز الشفافية والحفاظ على المال العام

عرض وزير المالية لعزیز فايد، أمس، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي والذي يتضمن قواعد جديدة لتعزيز الشفافية والحفاظ على المال العام، وخلال الاجتماع أكد الوزير أن نص هذا القانون يندرج في إطار توجهات الحكومة الجزائرية الرامية إلى مواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية ومواصلة مساعي وزارة المالية لتنفيذ المخطط الشامل لإصلاح المالية العمومية.

كما أبرز فايد المكانة التي تحتلها المحاسبة العمومية باعتبارها من جهة الأداة الأساسية لتقييم أداء الإدارة وحماية المال العام من كل أشكال الهدر والاختلاسات، ومن جهة أخرى أداة من أدوات السياسة المالية للدولة والمصدر الرئيسي لتوفير البيانات اللازمة للتخطيط ودعم التنمية.

ويكرس هذا النص، حسب الوزير، الانتقال من محاسبة الصندوق إلى محاسبة على أساس الاستحقاق وفق نظام محاسبي يهدف إلى تنظيم المعلومة المالية وتقديمها بالشكل الذي يتماشى ومتطلبات المعايير المحاسبية الدولية في القطاع العام، مضيفاً أن هذه الإصلاحات جاءت لمعالجة النقص المسجلة في النظام الحالي التي كشفت عن نقص كفاءة وفعالية الأنظمة الموازاتية والمحاسبية الحالية للدولة وكذلك إطارها القانوني وكذا لمواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية.

وتضمنت أحكام مشروع هذا القانون مجموعة من المستجدات، وفق فايد، هيكل محاسبي جديد ثلاثي الأبعاد إذ تضمنت المحاسبة العمومية ثلاثة أنواع من المحاسبة يتميز كل منها بشكل أساسي من حيث النطاق والأدوات والأهداف. وأشار الوزير إلى أن هذه المحاسبة، التي تمسك من طرف الأمرين بالصرف تمكن المسيرين من مراقبة وتسيير البرامج كما تساعد نواب البرلمان على معرفة تطور تكاليف الأنشطة والبرامج.

وفصلت أحكام نص مشروع المحاسبة العمومية في إجراءات الرقابة القبلية للنفقات، حيث تناولت الكثير من التوضيحات تكيفاً مع منهجية ميزانية البرنامج التي كرستها أحكام القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية.

■ محمد س

## يخص الدفعة الأولى والثانية للمستفيدين من الإدماج دفع مخلفات أجور 40 شهرا لعقود ما قبل التشغيل

نشيدة قوادري

بأثر رجعي للدفعتين 2 و3 من المستفيدين من هذا الجهاز. وأكدت الوزارة في نفس الإرسال على أن التسوية المالية تخص فئة الحائزين بتاريخ 31 أكتوبر 2019، على أقدمية فعلية أقل من 8 سنوات ابتداء من تاريخ إمضاء قرارات الإدماج، وكذا فئة الحائزين بتاريخ 31 أكتوبر 2019، على أقدمية فعلية تفوق ثماني سنوات، وذلك تطبيقاً لأحكام التعلية 25 المؤرخة في 16 ديسمبر 2019.

كما لفتت الوصاية إلى أن عملية إدماج المستفيدين من الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي، تمتد حسب الأقدمية المكتسبة في الجهاز على مدار ثلاث سنوات، وذلك تطبيقاً للتعلية الوزارية المشتركة رقم 25 المؤرخة في 16 ديسمبر 2019، لاسيما أحكام الفصل الخامس منها والمتعلقة برزنامة وتاريخ سريان عملية الإدماج.

طريق التكفل التام بدفع واحتساب الأجور بأثر رجعي، ابتداء من تاريخ الفاتح نوفمبر 2019، وهذا تطبيقاً لأحكام التعلية 25 المؤرخة في 16 ديسمبر 2019 والمرجع رقم 784 المؤرخ في 2 أكتوبر 2022.

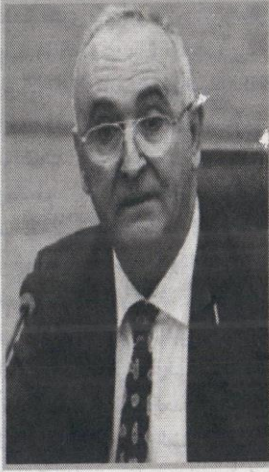
وأضافت الوزارة الوصية بأن مصالحها المختصة، قد تحركت وأدلت بعناصر المعلومات سائلة الذكر، بناء على الانشغال المرفوع من قبل النائب البرلماني، والمطالب بتعديل التعلية الوزارية المشتركة رقم 25 المؤرخة في 16 ديسمبر 2019، المحددة لكيفيات تطبيق المرسوم التنفيذي رقم 19-336 المؤرخ في 8 ديسمبر 2019، المتضمن إدماج المستفيدين من جهازي المساعدة على الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي لحاملي الشهادات الجامعية، المعدل بالمرسوم رقم 41/22 المؤرخ في 16 جانفي 2022، وهذا لدفع المخلفات

فصلت وزارة المالية بدقة بخصوص وضعية الدفعة الثانية والثالثة من فئة المستفيدين من جهازي المساعدة على الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي لحاملي الشهادات الجامعية، إذ أوضحت بأنه قد تقرر تسديد روايتهم بأثر رجعي ابتداء من الفاتح نوفمبر 2019.

وفي جواب كتابي يحمل الرقم 1326 مؤرخ في 20 أفريل الجاري، موجه للنائب رمضان الطيب، مقرر لجنة التربية والتعليم العالي والبحث العلمي والشؤون الدينية والأوقاف بالمجلس الشعبي الوطني، أوضحت الوزارة بأنه قد تقرر تسوية الوضعية المالية والمادية للدفعة الثانية والثالثة من المستفيدين من الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي، لحاملي الشهادات الجامعية، وذلك عن

## المحاسبة العمومية أداة لحماية المال العام

من كل أشكال الهدر والاختلاسات، الوزير فايد :



والوضعية المالية للدولة، ويتضمن الميزان العام للحسابات والقوائم المالية. هذا، وأوضح لعزیز الفاید أن نص القانون الذي صادق عليه نواب المجلس الشعبي الوطني بالأغلبية قبل نحو أسبوعين، حدد هذه القوائم المالية، والتي تتمثل في الوضعية الصافية المالية، حساب النتائج، وجدول تدفقات الخزينة، بالإضافة إلى جدول تباين الوضعية الصافية المالية، وكذلك الملحق الذي يتضمن مذكرات تحدد القواعد الرئيسية والطرق المحاسبية إضافة إلى مذكرات توضيحية أخرى. نصيرة سعيد علي

وتسجل مجمل الحركات التي تؤثر على الممتلكات والوضعية المالية والنتيجة، مشيرا إلى أنها قائمة على أساس الاستحقاق، وتمسك المحاسبين العموميين على أساس مخطط محاسبي، مستوحى من المعايير المحاسبية الدولية للقطاع العمومي، وهو ما يسمح لهذه المحاسبة بإعطاء نظرة شاملة عن الذمة المالية للدولة، وكذا حول ديونها ومستحقاتها، أما النوع الثالث من المحاسبة فيتمثل -كما قال- في محاسبة تحليل التكاليف، التي تعتمد على مخرجات المحاسبة العامة، وتهدف إلى تحليل وقياس تكلفة الأنشطة الملتزم بها ضمن البرامج، بغية تقييم نجاعتها.

### هذه هي أهمية المحاسبة بالنسبة للمسيرين والبرلمانيين

وأشار الوزير إلى أن هذه المحاسبة، التي تمسك من طرف الأمرين بالصراف، تمكن المسيرين من مراقبة وتسيير البرامج، كما تساعد نواب البرلمان على معرفة تطور تكاليف الأنشطة والبرامج، ومن الإصلاحات الأخرى التي جاء بها النص، يقول فايد، نصت المادة 96 منه على أن يقدم الحساب العام للدولة مجمل المعلومات التي تعكس صورة صادقة عن الممتلكات

وتقديمها بالشكل الذي يتماشى ومتطلبات المعايير المحاسبية الدولية في القطاع العام، مضيفا أن هذه الإصلاحات جاءت "لمعالجة النقائص المسجلة في النظام الحالي التي كشفت عن نقص كفاءة وفعالية الأنظمة الموازانية والمحاسبية العالية للدولة، وكذلك إطارها القانوني" وكذا لمواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية.

### مضامين نص قانون المحاسبة

وتضمنت أحكام مشروع هذا القانون، بحسب ذات الوزير، مجموعة من المستجدات وهيكل محاسبيا جديدا ثلاثي الأبعاد، إذ تضمنت المحاسبة العمومية ثلاثة أنواع من المحاسبة، يتميز كل منها بشكل أساسي من حيث النطاق والأدوات والأهداف، ويتمثل النوع الأول في المحاسبة الميزانية، والتي تنقسم بدورها إلى محاسبة الالتزامات، حيث يتم تسجيل النفقات الميزانية بعنوان السنة التي تم الالتزام بها، ومحاسبة الصندوق حيث يتم تسجيل الإيرادات والنفقات بعنوان نفس السنة المالية لتحويلها أو دفعها من قبل المحاسبين العموميين، أما النوع الثاني فيتمثل في المحاسبة العامة، والتي تعد الإصلاح الجوهرية للمحاسبة العمومية،

استعرض، أمس، وزير المالية، لعزیز الفاید، أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، نص القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، والذي يتضمن قواعد جديدة لتعزيز الشفافية والحفاظ على المال العام.

وأكد لعزیز الفاید، في السياق ذاته، أن نص هذا القانون يندرج في إطار توجهات الحكومة الجزائرية الرامية إلى مواكبة الممارسات الدولية الحديثة في مجال إصلاح أنظمة المحاسبة العمومية، ومواصلة مساعي وزارة المالية لتنفيذ المخطط الشامل لإصلاح المالية العمومية، مبرزا المكانة التي تحتلها المحاسبة العمومية باعتبارها من جهة "الأداة الأساسية لتقييم أداء الإدارة وحماية المال العام من كل أشكال الهدر والاختلاسات" من جهة أخرى، "أداة من أدوات السياسة المالية للدولة والمصدر الرئيسي لتوفير البيانات اللازمة للتخطيط ودعم التنمية".

### هذا القانون يعمل وفق نظام محاسبي

هذا، وأوضح المسؤول الأول عن القطاع المالي، لعزیز الفاید، أن هذا النص القانوني يكرس الانتقال من محاسبة الصندوق إلى محاسبة على أساس الاستحقاق، وفق نظام محاسبي يهدف إلى تنظيم المعلومة المالية

## صب الشطر التاسع من منحة كورونا الشهر القادم



تباشر المراكز  
الاستشفائية عملية  
صب الشطر التاسع من  
منحة كورونا الشهر  
القادم، بعد إرسال الأثر  
المالي لها من قبل مصالح  
وزارة المالية، وفق ما  
علمته "المساء" من  
مصادر موثوقة. وانتهت  
أول أمس المهلة المحددة  
من قبل وزارة الصحة،  
لمديري الصحة  
الولائيين، من أجل  
إرسال القوائم المحددة  
لعدد المستخدمين  
المجندين خلال الفترة  
المتددة من 16 فيفري  
2022 إلى 15 ماي 2022،  
حيث سيتم منحها  
لمستحقيها فقط.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger